

HENRY A. WAXMAN, CALIFORNIA
CHAIRMAN

JOHN D. DINGELL, MICHIGAN
CHAIRMAN EMERITUS
EDWARD J. MARKEY,
MASSACHUSETTS
RICK BOUCHER, VIRGINIA
FRANK PALLONE, JR., NEW JERSEY
BART GORDON, TENNESSEE
BOBBY L. RUSH, ILLINOIS
ANNA G. ESHOO, CALIFORNIA
BART STUPAK, MICHIGAN
ELIOT L. ENGEL, NEW YORK
GENE GREEN, TEXAS
DIANA DEGETTE, COLORADO
VICE CHAIRMAN
LOIS CAPPS, CALIFORNIA
MIKE DOYLE, PENNSYLVANIA
JANE HARMAN, CALIFORNIA
JAN SCHAKOWSKY, ILLINOIS
CHARLES A. GONZALEZ, TEXAS
JAY INSLEE, WASHINGTON
TAMMY BALDWIN, WISCONSIN
MIKE ROSS, ARKANSAS

ANTHONY D. WEINER, NEW YORK
JIM MATHESON, UTAH
G.K. BUTTERFIELD, NORTH
CAROLINA
CHARLIE MELANCON, LOUISIANA
JOHN BARROW, GEORGIA
BARON F. HILL, INDIANA
DORIS O. MATSUI, CALIFORNIA
DONNA CHRISTENSEN, VIRGINIA
ISLANDS
KATHY CASTOR, FLORIDA
JOHN SARBANES, MARYLAND
CHRISTOPHER MURPHY,
CONNECTICUT
ZACHARY T. SPACE, OHIO
JERRY MCNERNEY, CALIFORNIA
BETTY SUTTON, OHIO
BRUCE BRALEY, IOWA
PETER WELCH, VERMONT

ONE HUNDRED ELEVENTH CONGRESS

Congress of the United States

House of Representatives

COMMITTEE ON ENERGY AND COMMERCE

2125 RAYBURN HOUSE OFFICE BUILDING

WASHINGTON, DC 20515-6115

MAJORITY (202) 225-2927
FACSIMILE (252) 225-2525
MINORITY (202) 225-3641

energycommerce.house.gov

Le 4 août 2009

JOE BARTON, TEXAS
RANKING MEMBER

RALPH M. HALL, TEXAS
FRED UPTON, MICHIGAN
CLIFF STEARNS, FLORIDA
NATHAN DEAL, GEORGIA
ED WHITFIELD, KENTUCKY
JOHN SHIMKUS, ILLINOIS
JOHN B. SHADEGG, ARIZONA
ROY BLUNT, MISSOURI
STEVE BUYER, INDIANA
GEORGE RADANOVICH,
CALIFORNIA
JOSEPH R. PITTS, PENNSYLVANIA
MARY BONO MACK, CALIFORNIA
GREG WALDEN, OREGON
LEE TERRY, NEBRASKA
MIKE ROGERS, MICHIGAN
SUE WILKINS MYRICK, NORTH
CAROLINA
JOHN SULLIVAN, OKLAHOMA
TIM MURPHY, PENNSYLVANIA
MICHAEL C. BURGESS, TEXAS
MARSHA BLACKBURN, TENNESSEE
PHIL GINGREY, GEORGIA
STEVE SCALISE, LOUISIANA

L'honorable Gary Locke
Secrétaire
Département du commerce des États-Unis
1401 avenue Constitution, NO
Washington, DC 20230

Cher monsieur le Secrétaire,

Nous vous écrivons concernant l'expiration prochaine de l'Entente de projet conjoint (JPA) entre les États-Unis et ICANN qui fait la promotion de la stabilité, sécurité et fonctionnalité du système Internet des noms de domaine (DNS).

La JPA arrivera à échéance le 30 septembre 2009. L'audience du 4 juin 2009 devant le sous-comité des communications, technologie et Internet a révélé une préoccupation commune des membres du sous-comité à l'effet que la JPA pourrait venir à échéance sans l'obtention d'un engagement ferme des deux parties. Il y a consensus parmi les membres qu'il devrait y avoir une continuité des liens substantifs entre ICANN et le Département du commerce.

Au lieu de remplacer la JPA avec d'autres JPA ou avec des mémorandums de compréhension qui expirent après un certain nombre d'années, nous sommes d'avis que le temps est venu d'établir un instrument permanent dont l'ICANN et le Département du commerce seront cosignataires. Une telle déclaration d'engagements et de principes garantirait que l'ICANN soit perpétuellement redevable face au public et face à toutes ses parties prenantes.

Selon notre opinion, l'instrument devrait:

- garantir que le Département de commerce continue sa relation avec ICANN;

L'honorable Gary Locke

4 août 2009

Page 2

- fournir des révisions périodiques des performances de l'ICANN portant sur le niveau de transparence, redevabilité, stabilité et sécurité de l'Internet, la gestion des noms de domaine génériques de haut niveau (gTLD) et l'implantation de nouveaux gTLD. Ces révisions s'ajouteront aux exercices du Département découlant d'un autre contrat avec l'ICANN pour l'administration des fonctions IANA;
- définir les étapes que l'ICANN prendra pour maintenir et améliorer son niveau de redevabilité;
- créer un mécanisme pour l'implantation par l'ICANN des nouveaux gTLD et des noms de domaine internationalisés qui garantit une consultation adéquate avec les parties prenantes;
- garantir que l'ICANN adoptera des mesures pour maintenir un accès public aux informations WHOIS incluant les informations de contact de l'inscrit, les informations administratives, techniques et de facturation qui sont nécessaires pour repérer les noms de domaine et les sites web malveillants; et
- inclure un engagement à l'effet que l'ICANN demeurera une corporation à but non lucratif et que son siège social demeurera aux États-Unis.

Un instrument permanent établissant les principes et engagements des deux parties confirmera la valeur du système actuel pour gérer le DNS, système conçu par le Département du commerce et implanté par l'ICANN et qui a fait preuve de stabilité et qui a aussi prévenu une prise de contrôle de la part d'entités étrangères de ces fonctions importantes.

L'Internet est devenu un outil indispensable le commerce et les communications mondiales. Son succès dépend de la stabilité et de la sécurité du DNS qui requiert une gestion fiable et transparente de la part de l'ICANN. Une déclaration permanente d'engagements et de principes pour l'ICANN qui inclut un rôle continu pour le Département du commerce garantira une stabilité ainsi qu'une sécurité continue.

Sincèrement,

Henry A. Waxman
Président

Rick Boucher
Président
Sous-comité des communications
Technologie et Internet

John D. Dingell
Président émérite

L'honorable Gary Locke
4 août 2009
Page 3

Edward J. Markey
Membre du Congrès

Bart Stupak
Membre du Congrès

Michael F. Doyle
Membre du Congrès

Doris O. Matsui
Membre du Congrès

Donna M. Christensen
Membre du Congrès

Zachary T. Space
Membre du Congrès

Jerry McNerney
Membre du Congrès